

**Zeitschrift:** Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger  
**Herausgeber:** Organisation des Suisses de l'étranger  
**Band:** 43 (2016)  
**Heft:** 2

**Artikel:** À Genève, la mort des squats a laissé un vide  
**Autor:** Herzog, Stéphane  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-911759>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## A Genève, la mort des squats a laissé un vide

Dans les années 1990 et 2000, la ville du bout du lac fourmillait de lieux occupés improvisés et festifs. Durcissement politique, restrictions techniques, recherche du risque zéro: Genève se trouverait aujourd'hui dans un creux.

STÉPHANE HERZOG

Genève offre-t-elle encore aux jeunes – et aux moins jeunes – des espaces de rencontre dits alternatifs, ces lieux festifs, ouverts, abordables, où des artistes en devenir peuvent lancer des projets culturels sans devoir élaborer un projet de gestion? Pour nombre d'acteurs du cru, le canton traverse désormais une crise. En toile de fond: la disparition des squats durant la première décennie des années 2000, avec en particulier la fermeture en 2011 de l'immense espace autogéré d'Artamis.

«On sent un manque, cela devient tendu, j'espère que cela s'arrangera avec les nouveaux quartiers où l'Etat promet d'intégrer la culture», remarque la conseillère communale démocrate-chrétienne Alia Chaker Mangeat, membre de la Commission des arts et de la culture.

Point de bascule politique récent: le vote en décembre 2015 d'une baisse linéaire de 2 % dans le budget du Conseil municipal pour les enveloppes dédiées au social et à la culture. «Avant, droite et gauche négociaient. La droite

gérât les lieux de la culture classique, comme le Grand théâtre, et la gauche, les lieux de culture émergents. Avec ces coupes, la hache de guerre a été déterrée», estime Léon Meynet, ancien animateur socio-culturel, qui a participé dans les années 1970 à la création du premier centre culturel autonome, celui de Saint-Gervais.

En 2015, l'Usine, premier lieu alternatif de Genève, a été l'objet d'une lutte politique avec le Département de l'emploi et de la sécurité, dirigé par le conseiller d'Etat PLR Pierre Maudet.

**En 2010 déjà, une manifestation de soutien à l'Usine s'était déroulée dans les rues de Genève sous la forme d'un festival.**

Photo Keystone





Au cœur de cette bataille, l'obligation faite aux entités culturelles de l'Usine de demander des autorisations administratives distinctes pour leurs buvettes, ceci en raison d'une nouvelle loi encadrant les débits de boisson et le divertissement. Le centre alternatif a refusé d'entrer dans cette logique, jugée contraire aux principes de l'autogestion. «Dans l'esprit du magistrat, chaque buvette rentre dans une case et ce système est reproductible partout», juge le socialiste Sylvain Thévoz, membre de la Commission des arts et de la culture.

## Divertissement ou culture?

L'Usine, qui avait participé à la refonte de cette loi dès 2010, estime que le magistrat a balayé le produit des négociations. «Ils parlent de commerce, nous parlons de culture», critique Samantha Charbonnaz, permanente de l'Usine, qui travaille pour 2500 francs par mois pour un 50 %, qui est en fait un plein temps. Elle fustige le terme de «divertissement, qui est associé à récréation de la population». C'est pour elle le signe d'une profonde incompréhension des politiques pour les lieux autogérés. «Ils aimeraient parler à un responsable. Ils ont raison, car de fait, le collectif nous aide à supporter la pression. Mais cela ne signifie pas dire que nous ne sommes pas responsables», défend Clément Demaurex, ancien permanent.

Le 24 octobre, une manifestation sauvage de soutien à l'Usine a provoqué des dégâts au centre-ville. Face à son refus de s'adapter aux demandes de l'Etat sur la question des buvettes, la réaction de la droite municipale a été de geler sa subvention. Elle a aussi décidé de lui faire payer les coûts des déprédations urbaines. Au final, les deux décisions ont été retoquées par l'Etat et l'affaire des patentes a fini par être résolue, à travers les bons offices de la Ville de Genève. Parallèlement, les jeunes ont vu leur accès à

l'une des rues les plus festives de Genève, celle de l'Ecole-de-Médecine, se restreindre. But de l'opération menée par la Ville: limiter le bruit dans cette artère populaire où une dizaine de bars se trouvent côte à côte.

«Le bruit ne peut être à tout prix évité», estime le photographe Christian Lutz, qui a travaillé cinq ans sur le site d'Artamis (voir ci-contre). Il juge que la hausse des plaintes pour tapage nocturne est en lien avec le manque de lieux ouverts et accessibles dans la ville. «Mieux vaut un coma éthylique dans la rue, plutôt que des gens enfermés entre quatre murs face à leur écran. Nous vivons dans une ère où le projet politique est le risque zéro. L'aseptisation amène une paupérisation de l'imaginaire et une extinction du débat», critique le Genevois.

## Le compromis ferait place à l'opposition

La capacité à la négociation serait moindre, là où dans les années 1980 et 1990, des magistrats de droite avaient su mettre de l'eau dans leur vin. Ce fut le cas notamment avec le conseiller d'Etat libéral Claude Haegi, inventeur des contrats de confiance, système qui permettait à des jeunes d'investir un immeuble inoccupé jusqu'à sa rénovation. «Les règles sur la sécurité, les incendies, sont telles qu'ouvrir un lieu est très compliqué, estime Sylvain Thévoz. Il en va de même pour la moindre demande de subvention. En cas d'occupation, la réaction de la police est immédiate et les sanctions lourdes. Enfin, le soutien populaire aux squats n'existe plus, alors que c'était le cas durant les années de spéculation immobilière.» Sa collègue PDC, Alia Chaker Mangeat rappelle le droit des politiciens à fixer des règles sur les dépenses, mais estime nécessaire de «tirer à la même corde pour la culture, et appelle à laisser une certaine place aux lieux alternatifs, souvent soutenus par des bénévoles».

## Vie ou mort de trois lieux phares de la vie culturelle alternative genevoise

**L'Usine:** Ouverte en 1989, l'ex-usine de dégrossissage d'or propose un florilège d'activités culturelles et des espaces festifs. C'est le navire amiral de la culture alternative genevoise.

**Artamis:** (pour: les amis de l'art): Cette friche industrielle de 12 000 m<sup>2</sup> au cœur de la cité, avec ses bâtiments anciennement exploités par les Services industriels de Genève, a accueilli des activités d'artisanat, des buvettes, des bars, des clubs, des artistes. Occupé en 1996, le site a été fermé en 2010. Il laissera place à un écoquartier.

**Rhino:** (pour: Retour des habitants dans les immeubles non occupés): situés à Plainpalais, les deux immeubles du squat RHINO, avec leurs lieux festifs et musicaux la Cave 12 et le Bistr'OK, ont fait le bonheur des nuits genevoises 20 ans durant. Rhino a fermé en 2007 sous la férule du Procureur radical Daniel Zappelli. La Cave 12 a été sauvée avec l'appui de l'Etat. Elle s'est déplacée sur la Rive droite de Genève.

Christian Lutz s'inquiète. «La Suisse veut le top des sportifs, des artistes, etc. Mais si on ne rétablit pas ces terrains d'expérimentation les gens s'en vont, à Manchester ou Berlin par exemple, là où il y a une avant-garde.» Avec sa centaine de squats, dont une partie possédait des bars, mais aussi des salles de concert, des dancefloor, la culture alternative a intégralement fait partie de la vie des Genevois durant un quart de siècle. Cet espace de liberté n'est plus. Cependant, la vague alternative genevoise a donné naissance à de nouveaux espaces, soutenus par les pouvoirs publics. C'est le cas avec la Gravière, lieu festif installé au bord de l'Arve, ou le Motel Campo, situé dans la zone industrielle des Acacias. «On permet des nouveaux lieux, mais on les formate», nuance Samantha Charbonnaz. «Les lieux à occuper, sans impératif commercial, n'existent plus et en durcissant les conditions, on pousse les gens dans la marge», conclut Clément Demaurex.

STÉPHANE HERZOG EST RÉDACTEUR  
À LA «REVUE SUISSE»